

Conditions Générales de Vente de la page producteur "VINTAGE SPIRIT NB"
Accessible depuis l'URL : <https://www.directproducteur.com/moncompte/page/vintage-spirit-nb>

La société VINTAGE SPIRIT NB,
N° SIRET : 805 166 949 00018

Son adresse postale est : 4 allée Marguerite Duras, 37300 JOUE LES TOURS
Son adresse de courrier électronique est : vintage.spirit37@gmail.com
Toute prise de commande suppose la consultation et l'acceptation préalable des présentes conditions générales de vente. Le clic de validation de la commande implique une pleine acceptation des présentes. Ce clic à valeur de "signature numérique"

LES PRIX

Nos prix s'entendent TTC, nets, sans escompte
Toutes nos offres s'entendent dans la limite des stocks disponibles.

LA LIVRAISON

Tous nos produits sont vendus au départ de chez nous et sont assurés pour une livraison à domicile par La Poste ou Mondial Relay, à l'adresse que vous avez indiquée au moment de la commande.

Vous êtes tenu de vérifier l'état des marchandises à la livraison et de signaler tout dommage, manquant ou erreur sur le bon de livraison que vous nous adresserez par courrier ou par e-mail dans un délai de 48h suivant la réception des marchandises.

Nous nous engageons à procéder à la livraison dans les meilleurs délais. Si la livraison ne pouvait être assurée, vous en seriez rapidement informé et pourriez annuler votre commande, demander l'échange du produit ou son remboursement.

La livraison ne peut intervenir que si vous êtes à jour de vos obligations envers nous.

LE PAIEMENT

Lors de votre commande, le règlement est exigé carte bleue ou virement.

DROIT DE RÉTRACTATION

Tous les produits de notre boutique ne bénéficient pas du droit de rétractation

RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Jusqu'au paiement effectif et intégral du prix, nous restons propriétaire des biens vendus. Le complet règlement vaudra transfert de propriété. Toutefois l'acheteur devient responsable des articles dès la livraison, le transfert de possession valant transfert de risques.

PENALITE DE RETARD

Tout retard de paiement entraînera l'exigibilité de pénalités de retard à un taux au moins égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur en France et d'une indemnité forfaitaire minimale de 40 euros pour frais de recouvrement, dues de plein droit, sans qu'un rappel soit nécessaire.